

# ŒUVRES GÉNÉRALES ET AUTRES FRANCOPHONIES

---

SILVIA RIVA

Alain MABANCKOU, “Francophonie, langue française: lettre ouverte à Emmanuel Macron”, *Le Nouvel Observateur*, le 15 Janvier 2018: <https://bibliobs.nouvelobs.com/actualites/20180115.OBS0631/francophonie-langue-francaise-lettre-ouverte-a-emmanuel-macron.html>

Alain MABANCKOU et Achille MBEMBE, “Le français, notre bien commun?”, *Le Nouvel Observateur*, le 12 Février 2018: <https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20180211.OBS2020/le-francais-notre-bien-commun-par-alain-mabanckou-et-achille-mbembe.html>

Véronique TADJO, “Il est grand temps d’inscrire la littérature du Sud dans l’imaginaire francophone occidental”, *Le Monde*, le 26 Janvier 2018: [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/26/il-est-grand-temps-d-inscrire-la-litterature-du-sud-dans-l-imaginaire-franco-phone-occidental\\_5247846\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/26/il-est-grand-temps-d-inscrire-la-litterature-du-sud-dans-l-imaginaire-franco-phone-occidental_5247846_3212.html).

Bien qu’il s’agisse d’articles et non d’ouvrages, il nous paraît important de rendre compte dans cette section consacrée aux *Œuvres générales* de trois textes qui ont marqué l’année 2018, et qui ont contribué à ouvrir un débat sur le rôle que les écritures francophones peuvent jouer aujourd’hui à l’échelle planétaire. Il s’agit d’un débat encore en cours et qui a immédiatement eu des conséquences importantes, tel que la démission d’un tiers des administrateurs de la Fondation Alliance française dans le monde suite à la publication du premier article.

Celui-ci a été écrit après que le Président de la République française, Emmanuel MACRON, a invité l’écrivain congolais Alain MABANCKOU à “contribuer aux travaux de réflexion [...] autour de la langue française et de la Francophonie” à l’occasion de la “Conférence internationale pour la langue française et le plurilinguisme dans le monde” (Paris, les 14 et 15 février 2018).

Dans sa réponse, qui illustre les raisons de son refus, MABANCKOU commence par rappeler la portée politique et notamment coloniale de la notion de Francophonie introduite par Onésime RECLUS, et son

dessein de “‘pérenniser’ la grandeur de la France” au sein de l’empire.

MABANCKOU conteste l’idée que la langue et la culture françaises soient menacées de nos jours: leur prestige dans le contexte mondial est toujours vif, surtout dans le domaine académique américain, où, sans l’aide de la France, on finance des départements de littérature française et d’études francophones où des auteurs tels que Boualem SANSAL, Ahmadou KOUROUMA, Anna MOÏ, Tierno MONÉNEMBO, Abdourahman WABERI, KEN BUGUL, Véronique TADJO, Tahar Ben JELLOUN, Aminata Sow FALL, Mariama BÂ sont traduits et étudiés. L’“imaginaire monde en français” est bien présent?, et si on s’en tient à la définition de ‘littérature française’ *strictu sensu*, on risque de s’auto-marginaliser. La France est donc, selon la vision de MABANCKOU, un pays francophone parmi d’autres.

En outre, il affirme qu’il faut en finir avec la politique de la “francafrique”, qui s’exprime en français et qui soutient “les dirigeants des républiques bananières qui décapitent les rêves de la jeunesse africaine”; il faut également tourner la page et offrir aux jeunes “ce que la langue française couve de plus beau, de plus noble et d’inaliénable: la liberté”.

C’est pour cette raison que MABANCKOU termine son texte en déclinant l’offre présidentielle de participer au projet de réflexion autour de la langue française et de la Francophonie.

Un mois après, à la veille de l’ouverture de la “Conférence internationale pour la langue française et le plurilinguisme dans le monde”, MABANCKOU, avec Achille MBEMBE, revient sur le sujet dans un autre article signé cette fois à deux: “Le français, notre bien commun?”. Ils reprennent donc le contexte de la naissance du mot et du concept de “Francophonie”, tout en le situant non seulement dans un cadre colonial de “mercantilisme et prédation”, mais en en faisant un “‘appareil idéologique’ à part entière de l’impérialisme français”: la langue française est une “substance” ingurgitée “qui, en retour, exerce désormais sur [les colonisés], y compris à leur insu, un pouvoir sans limite, sans réserve ou sans durée”. D’où l’image, assez forte, de l’ingurgitation de la langue comme “prototype même d’une vision eucharistique de l’impérialisme”, et la partition du monde en Français, Francisés et Francisables.

MABANCKOU et MBEMBE soulignent l’importance de ne pas négliger de nos jours ces prémisses, de ne pas les nier ou les reléguer dans le passé, d’autant plus qu’à l’occasion de la Foire du Livre de Francfort 2017 qui mettait à l’honneur la création d’expression française dans le monde, on n’a parlé ni d’Aimé CÉSAIRE, ni de Maryse CONDÉ. La question surgit donc spontanément: “Qui donc est français? Qui ne l’est pas? Qui sont ces étrangers francophones? Un Français peut-il être un ‘étranger’? La catégorie de *francophone* ne s’appliquerait-elle uniquement qu’aux [*sic*]

étrangers? En somme, pourquoi faudrait-il réinscrire, dans une langue supposée *commune*, ces ségrégations qui montrent que nous n'avons pas encore réglé nos comptes avec l'Histoire?"

Par ailleurs, observent-ils, certaines tribunes de liberté culturelle, des hauts lieux de la création francophone, telles que le Tarmac ou la revue "Africultures", sont en danger en France même: si l'on n'arrive pas à soutenir ces plateformes culturelles, alors "il faut cesser de parler de la francophonie". Toutefois, les créateurs savent que "la langue française est plus grande que la France" et que "toute définition de la langue française qui aurait pour fondement une idéologie nationalitaire" est à refuser. La lettre-manifeste se termine donc en termes engagés: "Nous militons pour une langue française qui serait véritablement un *bien commun*; qui ferait résolument partie du patrimoine planétaire. Et, au sein de cette langue planétaire, nul ne viendrait d'ailleurs. Nul ne serait considéré comme étranger. Nul n'aurait besoin de visa". Il faudra donc reconsidérer la Francophonie institutionnelle et politique en faveur d'une "véritable francophonie des peuples".

Pour offrir un complément d'information autour de ces prises de positions, il me paraît important de citer un troisième article, signée Véronique TADJO, qui se situe chronologiquement entre les deux premières. Il s'agit d'une voix plus nuancée, qui avance des problèmes concrets.

Après avoir admis que la question de la francophonie pose problème à quiconque parlerait le français hors de l'Hexagone, et notamment en Afrique où l'on compte à peu près la moitié du nombre total des francophones dans le monde, TADJO souligne que la langue française se porte "mal et même très mal" sur le continent, surtout "en termes de niveau de langue". Les crises politiques, militaires et économiques ont mis à mal le système éducatif et le rôle des enseignants: il "manque d'ouvrages pédagogiques et de bibliothèques dignes de ce nom"; on aurait besoin "d'une réforme profonde si l'on veut donner aux jeunes Africains des chances de réussir dans la vie". Qui plus est, l'édition française (académique et littéraire) laisse une place énorme à la langue anglaise: "Il se publie beaucoup plus de traductions de l'anglais vers le français, que dans le monde anglophone, où l'intérêt est moindre". Il faudrait donc une volonté plus grande de la part des éditeurs français et francophones pour occuper le marché international. Quant au thème de la Françafrique et de la "Francophonie 'institutionnelle'", TADJO se dit d'accord sur le fait qu'elle doit disparaître, parce qu'elle n'a pas répondu aux attentes des peuples africains, "mais, ajoute-t-elle, cette admission d'échec se retourne également contre nous. Avons-nous fait assez pour exiger de nos dirigeants plus de transparence, le respect des institutions démocratiques et la construction du bien-être social? La question est de savoir si nous serons un jour prêts à prendre les rênes de notre destin".

Sa réflexion se termine par des considérations sur la place de la littérature francophone dans le monde. Elle soutient d'abord qu'il est nécessaire "d'inscrire la littérature du Sud dans l'imaginaire du monde francophone occidental qui inclut, entre autres, le Canada, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg". Quant à la littérature française, "elle a sa propre histoire et ses propres canons. Les écrivains africains, tout en partageant la même langue, ont des préoccupations et une vision du monde qui leur sont particulières. La littérature écrite en français n'a pas besoin de se réclamer de la littérature française pour exister. C'est cette différence qu'il faut célébrer avant tout, car là se trouve la vraie francophonie débarrassée de son passé colonial". Et là se trouve aussi son enjeu et son futur.

Silvia RIVA

---

Florian HURARD, *Manifeste pour un monde francophone. Comment construire un avenir non standardisé?*, Paris, L'Harmattan, 2017, 143 p.

La revue *Politis* proposait en février 2018 un dossier intitulé "La francophonie *has been?*", qui constatait à la fois l'immense diversité de l'espace francophone (250 millions de locuteurs à travers le monde) et le relatif désintérêt de la France pour celui-ci: rares sont en effet les Français qui se considèrent partie intégrante de cet espace, ce qui explique en partie leur manque d'investissement (culturel, social, économique). Alors que les hispanophones, les lusophones, les arabophones s'organisent en espaces géoculturels à part entière, la francophonie se laisserait ainsi phagocyter par l'anglais avec une résistance moindre. Mais, si comme le suggère Achille MBEMBE (après DERRIDA<sup>1</sup>), le français n'est la "propriété"<sup>2</sup> d'aucun pays, la francophonie n'a pas à attendre l'impulsion de la France pour travailler à ce que l'on pourrait appeler le "devenir-monde" de la langue française.

Ces questions éminemment actuelles sont au principe du petit livre de Florian HURARD paru en 2016, *Manifeste pour un monde francophone: comment construire un avenir non standardisé?* Le propos se veut optimiste: l'auteur s'inscrit en faux contre l'idée répandue selon laquelle la langue française serait en déclin, bientôt langue morte. En effet, si le français est aujourd'hui la sixième langue la plus parlée au monde, "la sphère francophone pourrait bien tripler à l'horizon 2050,

---

1 Jacques DERRIDA, *Le Monolinguisme de l'autre*, Paris, Galilée, 1996.

2 Achille MBEMBE, "Plaidoyer pour une langue-monde", *Politis*, n. 1490, février, 2018.

propulsant le français à la troisième place des langues les plus parlées au monde” (p. 19). Cette remontée sera due notamment à la croissance démographique de l’Afrique subsaharienne, qui compte déjà, avec Kinshasa, la plus grande agglomération francophone du monde. On pourrait néanmoins opposer à HURARD le fait que d’autres pays connaîtront sans doute, eux aussi, une croissance démographique importante dans les années à venir, mais il est indéniable que le nombre de locuteurs français progressera.

L’auteur rappelle, statistiques à l’appui, que contrairement au mandarin ou à l’hindi, le français est implanté sur quatre continents et comporte d’entrée de jeu une dimension mondiale; comme l’anglais, la langue française est enseignée dans presque tous les pays du monde. La visibilité médiatique (TV5 monde, notamment), ainsi que des institutions comme l’Organisation internationale de la francophonie, l’Alliance française, ou la Fédération internationale des professeurs de français contribuent à développer et à entretenir le goût du français de par le monde. L’auteur écrit néanmoins son livre dans le but de signaler les efforts qu’il reste à faire pour contrer la “tentation du monolinguisme” (p. 29) au niveau international: il faudrait davantage de professeurs de français en Afrique, développer les programmes scolaires en français, et créer des partenariats économiques; HURARD prône ainsi la création d’une “Union économique de la Francophonie” (p. 82). Mais *quid* alors de la critique du “globish”, dès lors que le français a vocation à prendre ce même rôle?

L’ouvrage, dirigé contre la mondialisation en anglais, repose sur plusieurs *a priori*, clichés et argumentations fallacieuses qu’il convient de relever. Outre d’innombrables répétitions et fautes d’orthographe récurrentes (“dès” prend systématiquement un accent aigu), de nombreuses thèses sont affirmées sans aucun développement: le français serait capable, davantage que l’anglais, d’“encourager la préservation de l’environnement” (p. 92); à partir d’un unique exemple, l’auteur conclut que “le français du moyen-âge [*sic*] a littéralement façonné la langue anglaise” (p. 45); la préférence pour l’arabe au Maghreb serait avant tout liée à l’islamisme (p. 57), et ainsi de suite. Plus problématique encore est l’idéologie linguistique véhiculée par l’ouvrage: la langue française travaillerait “au bien-être et à l’épanouissement humains” (p. 79); “l’un de ses principaux atouts est son image, une image de prestige et d’excellence” (p. 30); elle présente, par rapport à l’anglais, un “avantage exceptionnel” (p. 31); c’est un “moyen d’élévation des populations” (p. 56). Ces représentations pour le moins fantasmatiques présupposent – malgré la volonté affichée de l’auteur de célébrer la diversité – que le français possède *intrinsèquement* des qualités supérieures à d’autres langues.

Le titre lui-même est contradictoire: en opposant “monde francophone” à “standardisation”, il suggère que la langue anglaise, “langue

pragmatique et usuelle” (p. 30), est *en elle-même* un facteur d’appauvrissement: mais en quoi un monde francophone ne serait-il pas un monde standardisé? Et si l’“on n’apprend pas une langue nécessairement au détriment d’une autre” (p. 107), en quoi l’apprentissage de l’anglais met-il en danger la diversité du monde? Tout le problème du livre découle de sa prémisse: HURARD confond *uniformisation* du monde et domination *linguistique*. Or, la standardisation est loin d’être un phénomène (uniquement) linguistique: ce que l’auteur ne veut pas voir, c’est que le principal facteur de standardisation est le déploiement mondial de la logique *capitaliste*. Ce n’est donc pas en créant des Unions économiques multilingues, comme il le propose, que la diversité culturelle se portera mieux.

Julien JEUNETTE

---

“La Francophonie, liaison entre mondes émergents. Dynamiques Asie-Afrique”, *Revue Internationale des Francophonies*, n. 10, 2018, <http://rifrancophonies.com/>

Cette livraison de la *Revue Internationale des Francophonies* démontre une fois de plus l’enjeu politique (et culturel) de la Francophonie institutionnelle en ce moment historique, et sa “responsabilité spécifique [...] en matière de régulation internationale”.

L’objet du numéro concerne les dynamiques et les transformations souterraines de l’espace international d’Asie et d’Afrique sous la médiation du français et de la Francophonie.

L’éditorial, signé par Nadine MACHIKOU et Hong Khanh DANG, introduit la notion d’émergence à l’aune des apports de Pierre BOURDIEU, notamment de la “révolution symbolique” à l’œuvre. Au lieu de mettre l’accent sur le lieu commun qui voit les échanges entre Afrique et Asie toujours “sous un jour flamboyant des balances commerciales”, on souligne plutôt les nouvelles dynamiques de coopération entre l’Asie (Chine et Inde, notamment) et le reste du monde, en particulier l’Afrique, et le rôle joué par la Francophonie institutionnelle depuis 2014.

Ce numéro se propose donc de repenser “les catégories, taxinomies, et trajectoires de développement en présence ainsi que les nouvelles expressions de la puissance qu’induit le phénomène de l’émergence”.

Si quelques contributions analysent des aspects éminemment économiques (Ousmanou NWATCHOCK A. BIREMA, “Francophonie et médiation économique entre l’Asie et l’Afrique: quelles capacités?”; Jin MENG, “Le développement et l’intégration régionale en Afrique,

une dimension dans les coopérations sino-africaines”), d’autres portent sur les échanges culturels.

En particulier, “La *Chinafrique* en contextes académiques. Questionnements sur une rencontre non prévue et non aboutie avec la francophonie” par David BEL, prend en compte la mobilité des universitaires (étudiants, diplômés et professeurs) dans les deux sens (vers l’Afrique et vers la Chine), favorisée pas l’installation d’Instituts Confucius dans des pays africains francophones. C’est ainsi l’occasion de réfléchir autour de la notion de “‘francophonie universitaire’, [qui] est encore largement à définir mais paraît prometteuse”, ainsi qu’aux paradoxes de ces échanges. BEL souligne, en effet, ce qu’il appelle la “contradiction” et la “contrariété” africaines: car “si l’Afrique propose des débouchés professionnels importants, elle représente en même temps une menace symbolique pour la valeur du français”. Ce qu’il observe en conclusion – et ce qui est repris dans un autre article de Li ZHANG (“La francophonie en Chine: perspectives linguistique et culturelle”) – c’est que l’Afrique francophone est actuellement un terrain potentiel de coopération entre la Chine et l’Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Une petite notation linguistique qui se traduit, bien sûr, en une notation politique, probablement inconsciente de la part du contributeur. David BEL avance, en le donnant pour acquis, le terme de *Chinafrique*. Tout en étant dans le cadre de l’OIF, cette définition des rapports entre un continent potentiellement riche et un État assez puissant économiquement ne devrait pas surprendre...

Silvia RIVA

---

“Anthropologie et poésie”, *Actes Fabula*, Dossier Critique n. 50, vol. 19, n. 5, 2018: <https://www.fabula.org/revue/sommaire10925.php>

Cette livraison des Dossiers critiques des *Actes Fabula* porte sur un sujet particulièrement important pour les études francophones: l’oralité.

Jadis à l’honneur des études (surtout) africanistes (il suffit de penser aux travaux de transcription du patrimoine oral entamés par Amadou HAMPATÉ BÂ et aux études pionnières de Genéviève CALAME-GRIAULE), ces derniers temps cette expression littéraire semblait être délaissée au profit des études critiques portant sur l’écriture en prose. Les études de terrain montrent, toutefois, le rôle primordial que joue encore aujourd’hui la poésie dans le tissu social et culturel locaux. Les études de l’extrême contemporain littéraire indiquent également com-

bien l'oralité performative (non pas l'oralité mimée dans l'écriture, ce qu'on a appelé il y a peu 'oraliture'), la déclamation proprement dite, reprend le dessus dans certains textes qui gagnent (et invitent) à être lus à haute voix et à être colportés de bouche à oreille (je me réfère, par exemple, au roman de Fiston Nasser MWANZA MUJILA *Tram 83*).

Ce dossier a, en outre, le mérite de proposer un tour d'horizon très vaste, "en convoquant des ouvrages d'ethnopoétique venus de différents lieux, comme l'Amérique (ROTHENBERG, BAHR), l'Afrique (DEGORCE, ROVSING OLSEN), le Moyen Orient (C. BOIDIN) ou — dans une perspective diachronique — venus des mondes anciens (C. CALAME)". Cette vision élargie à l'échelle planétaire empêche les clivages géopolitiques qui ont souvent marqué ce genre d'études.

Comme c'est toujours le cas pour les Dossiers thématiques des *Actes Fabula*, il s'agit d'une revue de revues, confiés à des experts dans les domaines. Cette opération est d'autant plus intéressante qu'elle offre une perspective multiple sur des ouvrages apparemment disparates, avec une focalisation unique qui acquiert la force d'une hypothèse de travail et d'une suggestion opératoire.

Même si, justement à cause de ce caractère unitaire, le dossier mériterait d'être illustré dans son entier, suivant nos contraintes éditoriales, nous nous concentrerons uniquement sur les contributions portant sur les pays francophones, même si la langue utilisée dans les poèmes étudiés n'est pas nécessairement la langue française.

L'ouvrage *Chants funéraires des Mossi (Burkina Faso)* (Paris, Karthala, coll. "Classiques africains", 2014, 318 p.) dirigé par Alice DEGORCE et présenté par Benoît BEUCHER, illustre toutes les difficultés de médiation linguistique et historique entre des cultures éloignées: par exemple, "le *Moogo* ou 'Monde', c'est-à-dire l'ensemble de l'espace couvert par les chefferies mossi" se définit de manière transfrontalière (par rapport aux frontières héritées du passé colonial) et il échappe à la notion d'homogénéité. De la même manière, les chants funéraires s'adressent surtout aux vivants et transmettent un *ethos* qui dépasse le cadre communautaire. Ce qui invite à penser à l'oralité comme à une forme qui échappe à l'idée de tradition (dans le sens occidental) et qui, plutôt, offre des "clés d'entrée" dans la modernité. L'oralité peut donc être envisagée "comme une forme de perception de l'accélération sociale du changement qui, pour être 'sécurisée', doit reposer sur un socle culturel et social, des repères en apparence stables". Comme nous le rappelle DEGORCE, en mooré on appelle tradition "ce que l'on est venu trouver à la naissance" (*rognmiki*). Ce qui la conduit à conclure que c'est justement ce "réfèrent stable" qui permet l'adaptation de la communauté à toutes les nouveautés culturelles venues, au fil des jours, de l'extérieur (à partir des religions monothéistes, qui se sont succédé, jusqu'aux aspects les plus matériels, comme c'est le cas pour la moto).



C'est surtout l'ouvrage de Jean DERIVE qui nous intéresse dans ce dossier thématique, parce qu'il invite à *Repenser à l'oralité* (dans le compte rendu de *La voix actée. Pour une nouvelle ethnopoétique*, sous la dir. de Claude CALAME, Florence DUPONT, Bernard LORTAT-JACOB, Maria MANCA, Paris, Kimé, 2010). Jean DERIVE rappelle que les contributeurs font partie d'un groupe de recherche en Ethnopoétique (GREP) qui met "au centre [...] non plus le *verbal* mais le *vocal*, entendu selon l'acception extensive d'expression physique du corps et faisant une large place à l'expression musicale". D'où l'intérêt pour la performance au détriment de l'énoncé (qui a été trop longtemps au cœur de la recherche en ce domaine). D'où, également, l'idée de co-construction du sens du poème, "qui se fait [aussi] à la réception (audition, lecture)"; d'où, finalement, la possibilité pour un poème oral de participer de plusieurs genres différents suivant les situations performatives dans lesquelles il est récité. L'ouvrage renverse également certains stéréotypes: par exemple, tout en illustrant les chants de transhumance des pasteurs peuls au Mali, Christiane SEYDOU démontre que certaines performances orales doivent "beaucoup à la rhétorique de l'écriture, ou à tout le moins [elles] partage[nt] avec elle un certain nombre de traits". De la même manière les "slams" de nos jours sont "rarement improvisés" et souvent écrits (Maria MANCA): il s'agit donc d'un mode d'expression mixte "qui associe étroitement l'oral et l'écrit et invite à s'interroger sur le rapport entre les deux".

Comme l'observe Jean DERIVE de manière assez délicate en conclusion de son analyse très détaillée, plusieurs études qui sont "issues de[s] courants de pensée antérieurs, notamment dans le domaine de l'africanisme, avaient déjà, parfois depuis assez longtemps, formulé des principes qui semblent donnés ici comme des nouveautés". Ce qui est certainement vrai. Et c'est justement pour cette raison que l'opération éditoriale consistant à repenser l'oralité aujourd'hui est d'autant plus urgente; tout comme il est urgent de dépasser "les cloisonnements disciplinaires [qui] sont hélas encore trop souvent la règle dans la recherche en sciences humaines".

Silvia RIVA

---

Guilhem ARMAND, Valérie MAGDELAINE-ANDRIANJAFITRIMO, Yolaine PARISOT (dir.), "Discours artistiques du contemporain au prisme de l'océan Indien: fictions, critique et politiques", *TrOPICS*, n. 4, février 2018, en ligne

Nous présentons ici le quatrième numéro de la revue électronique des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de La Réunion: *TrO-*

*PICS* est une revue interdisciplinaire en ligne, fondée par l'Équipe d'Accueil n. 7387 DIRE (Déplacements, Identités, Regards, Écritures). Elle propose une publication thématique par an: après un premier numéro consacré aux rapports entre "Fictions & Sciences" (dir. Guilhem ARMAND), un deuxième portant sur l'utopie au théâtre et le théâtre dans l'utopie (dir. Françoise SYLVOS), un troisième concernant "La réécriture au XXI<sup>e</sup> siècle" (dir. Marc ARINO et Bénédicte LETELLIER), le quatrième numéro analyse la production artistique et littéraire contemporaine de l'océan Indien dans sa multiplicité linguistique et culturelle.

Dans la "Préface" (pp. 1-6), Guilhem ARMAND, Valérie MAGDELAINE-ANDRIANJAFITRIMO et Yolaine PARISOT rappellent tout d'abord que la littérature doit être envisagée dans sa connexion avec les discours et les pratiques artistiques. Ils soulignent ensuite qu'au sein d'une démarche collective de décentrement et de renouvellement épistémologique, les différents contributeurs du volume analysent des œuvres qui ont en commun d'interroger conjointement la notion polysémique de représentation, l'imaginaire de la nation ou du peuple et la possibilité de repenser l'utopie. Grâce à cette approche, les auteurs feront ainsi surgir "une contribution originale de la littérature et des arts de l'océan Indien" (p. 4).

Le volume s'articule en trois parties, chacune comptant quatre articles.

La première partie, "Quelle critique pour quels discours artistiques?", s'ouvre par la contribution de Marc ARINO, "Assignation et sexualité des femmes dans *Indian Tango* d'Ananda Devi, *Fire* et *Water* de Deepa Mehta" (pp. 9-23): l'auteur met en comparaison le roman de l'écrivaine mauricienne Ananda DEVI avec deux films de la cinéaste indienne Deepa MEHTA, pour montrer la façon dont leurs œuvres "se font écho de manière troublante et font du secret, du silence et de l'ombre tantôt des armes auxquelles recourent les faibles pour conquérir un espace de vie privée, tantôt des règles à transgresser pour éprouver leur liberté" (p. 10). Dans le deuxième article, "Les institutions francophones dans le champ artistique mozambicain: les deux faces de la médaille" (pp. 25-37), Nazir Ahmed CAN étudie la diffusion et la production des arts mozambicains, promu par le Centre Culturel Franco-Mozambicain (CCF-M), dans le but de montrer "le degré de renouvellement mais aussi de dépendance du 'champ artistique' mozambicain par rapport aux facteurs extra-artistiques qui lui donnent de l'élan et l'enferment tout à la fois" (p. 26). Marie-Manuelle DA SILVA, dans "Représentations de la nation et de la race dans les bandes dessinées d'Appollo" (pp. 39-52), examine *La Grippe coloniale* et *Île Bourbon 1730*, deux bandes dessinées de l'auteur réunionnais APPOLLO, au prisme de leur 'indiaocéanité', afin de "constituer un itinéraire théorique et critique à même d'éclairer certaines des dyna-

miques propres aux relations entre la nation française et son Département d’Outre-Mer de l’océan Indien” (p. 39) et de “mettre en lumière les représentations de la race au sein d’une formation identitaire particulière, liée à la fois à l’histoire de cette région et à celle de la France” (*Ibid.*). Dans le dernier article de cette première partie, intitulé “Les maux du retour, le choix des mots: du *Cabier d’un retour au pays natal* d’Aimé Césaire aux *Carnets de retour au pays natal* d’André Robèr” (pp. 53-62), Stéphane HOARAU présente le sujet du manque dans les travaux de l’éditeur/auteur/peintre réunionnais André ROBÈR, pour mettre ensuite en comparaison ses *Carnets d’un retour au pays natal* avec le célèbre *Cabier* d’Aimé CÉSAIRE, en raison d’un jeu intertextuel flagrant qui ajoute aux rives de l’Europe et de la Réunion encore une troisième rive, celle de la Martinique.

La deuxième partie, “Art comme fiction”, s’ouvre avec une contribution d’Anny Dominique CURTIUS, “*Bénarès* de Barlen Pyamootoo ou la poétisation d’un habitus mémoriel à l’écran” (pp. 65-83): le critique se penche sur la figure du romancier et cinéaste mauricien Barlen PYAMOOTOO dont elle analyse l’adaptation cinématographique que l’écrivain a fait de son roman *Bénarès* en 2005, dans le but d’observer “la façon dont Pyamootoo décortique visuellement les sensibilités de ses personnages pour les ‘mouler’ en observateurs à la fois distants et conscients de leur identité mauricienne” (p. 66). Dans l’article qui suit, “‘Rendre sensible’. Quelques réflexions à propos de *Les Enfants de Troumaron*” (pp. 85-94), c’est encore le cinéma mauricien qui l’emporte: Marc GARCIA étudie les dynamiques qui sont au cœur de la production cinématographique mauricienne émergente, celle-ci étant en train d’élaborer “un nouvel imaginaire insulaire qui vient contester le fonctionnement normé et sécurisé de l’enclave touristique” (p. 85). Il examine, en particulier, le film *Les Enfants de Troumaron* du cinéaste Harrikrishna ANENDEN, réalisé en 2012 et adapté à partir du roman *Ève de ses décombres* d’Ananda DEVI. Par ce choix, ANENDEN se livre à “un exercice risqué et courageux: ouvrir la boîte noire de la violence à l’écran. En rupture aussi bien avec la spectacularisation de la violence [...] qu’avec l’évitement de celle-ci, ce film ouvre un espace où le conflit peut enfin être pensé” (p. 87). L’article propose en outre l’entretien entre le critique et le cinéaste. La troisième contribution de cette partie, “Éloge de l’exiguïté: *Paradis Blues* et l’écrivain francophone de l’océan Indien” (pp. 95-110), porte sur le rôle des intellectuels de l’océan Indien francophone et, notamment, sur l’écriture de la Mauricienne Shenaz PATEL “afin, d’une part, de mettre l’accent sur la portée globale de ses textes et, d’autre part, de faire résonner la nouvelle épistémologie qui en émane” (p. 97). Pour illustrer ces propos, Magali COMPAN se focalise plus particulièrement sur le roman *Paradis Blues* (2014), un texte qui s’inspire de la vie de la comédienne mauricienne Miselaine DUVAL, fondatrice de la troupe

*Komiko*, très populaire sur la scène humoristique locale. Nous retrouvons le critique Nazir Ahmed CAN dans la dernière contribution de ce deuxième volet: dans “Histoire et fiction dans le roman mauricien: les multiples violences dans et autour de *Sueurs de sang* d’Abhimanyu Unnuth” (pp. 111-123), il étudie le roman cité dans le titre; publié par l’écrivain mauricien Abhimanyu UNNUTH en hindi en 1977 et traduit en français en 2001, cet ouvrage “aborde l’un des épisodes fondateurs de l’histoire de Maurice: l’arrivée des travailleurs indiens qui ont remplacé les esclaves dans les plantations après l’abolition de l’esclavage en 1834” (p. 111). La réflexion du critique vise à “identifier les représentations littéraires de ces violences historiques tout comme à examiner la place du roman dans le contexte socioculturel qui est le sien et dans le champ littéraire mauricien” (p. 112).

La troisième partie du volume, “Pratiques, théories et politique”, s’ouvre aussi au théâtre et au monde anglophone, avec la contribution de Vicram RAMHARAI qui s’intéresse à “Azize Asgarally, dramaturge mauricien anglophone: du théâtre bourgeois au théâtre politique” (pp. 127-140). L’article suivant, “Othering Space and Time: *Paul et Virginie* (1788) and *Genie and Paul* (2012)” de Farhad A.K. SULLIMAN KHOYRATTY (pp. 141-153), analyse la réécriture très contemporaine de *Paul et Virginie* de Bernardin DE SAINT-PIERRE dans le roman *Genie and Paul* de l’écrivaine anglophone Natasha SOOBRAMANIEN, en repensant la notion d’intertextualité à partir de la relation politique des arts au monde. La contribution de Ritu TYAGI s’inscrit dans le même sillage intertextuel: dans “Écrire et Réécrire: l’intergénéricité et l’intertextualité dans *Paradis Blues* de Shenaz Patel” (pp. 155-168) nous approfondissons la connaissance de Shenaz PATEL, déjà présentée dans un article précédent, dont l’ouvrage *Paradis Blues* dépasse “toute notion de genre ‘en alliant avec habileté théâtre, chanson, prose et poésie” (p. 155). Le critique étudie ainsi la manière dont “l’acte d’écrire devient ‘une performance’, le texte une scène et le lecteur un personnage indispensable dans le tissage du récit” (*Ibid.*), avec une attention particulière portée sur l’aspect intertextuel de cette œuvre, sur la façon dont PATEL réécrit des mythes et entre en dialogue avec des textes précédents, tout en participant au débat sur l’émancipation de la femme. Le dernier article du volume, “Le théâtre comme rituel mémoriel et discours sur les identités. Une proposition réunionnaise” de Valérie MAGDELAINE-ANDRIANJAFITRIMO (pp. 169-188), illustre la situation du théâtre réunionnais à travers l’expérience de la compagnie Taliipot et l’analyse de deux pièces, *Mâ Ravan*’ et *!AiA*, en s’interrogeant sur “la possibilité de l’établissement d’une forme de ‘politique’ de l’œuvre – au sens de fondation temporaire d’une assemblée, de partage d’horizon de signification –, ou celui au contraire, du creusement d’un sentiment d’exclusion du spectateur” (p. 172).

Cette livraison de la revue *TrOPICS* se termine avec un article d'Eileen WILLIAMS-WANQUET dans la section "Varia", "L'Éthique de la métafiction: éléments pour un 'postréalisme' en littérature anglaise" (pp. 189-198), et avec une section "Compte rendu de lecture" rédigée par Vicram RAMHARAI (pp. 199-202).

Elisabetta BEVILACQUA